



Association du comité de défense de l'hôpital public et de la maternité de Sarlat Lettre d'information n°6-2018

07 avril 2018

Une nouvelle étape dans la démolition de l'Hôpital

Le 13 février, le gouvernement a annoncé, une nouvelle « réforme » du système hospitalier, avec la mise en place de 5 « chantiers » pour faciliter

- l'accélération des restructurations et des fermetures de services et d'établissements ;
- la destruction du statut de la fonction publique hospitalière et la généralisation du salaire « au mérite » (à la tête du client).

Comme à la SNCF, le gouvernement veut aller vite et imposer ses décisions avant l'été

En réalité, les décisions sont déjà prises et la pseudo « concertation » annoncée pendant quelques semaines n'a d'autre but que d'engluer les organisations syndicales dans des discussions inutiles et de paralyser toute riposte. Là comme ailleurs l'heure n'est pas à « débattre » dans les salons ministériels, mais à préparer la mobilisation dès maintenant, professionnel-le-s et usagers unis.

NON

Ce n'est pas de la faute des personnels hospitaliers, des cheminots, des enseignants, des agents du public et de leur statut

- si les hôpitaux sont débordés, si les EHPAD ne peuvent pas consacrer toute l'attention nécessaire à leurs résidents ;
- si les trains n'arrivent plus à l'heure, si les installations sont en panne, si des lignes sont supprimées ;
- si l'école ne donne plus à chaque enfant l'enseignement auquel il a droit ;
- si les conditions de travail deviennent insupportables dans tous les services publics.

OUI

C'est la conséquence des décisions politiques de ce gouvernement et de ceux qui l'ont précédé : restrictions de crédits, suppressions de postes, absence d'investissements, transformation du service public « en entreprises qui doivent être rentables ».

Leur vrai but : soumettre la santé aux lois du marché

La mission première de l'hôpital est de soigner tout le monde sans exclusion et sans vouloir faire de bénéfices sur le dos des patients et de leur santé, ce qui n'exclut pas une gestion saine et transparente. Leur véritable but est d'ouvrir de nouveaux marchés au secteur privé et à ses actionnaires. Dans le domaine de la santé, on va vers une médecine de riches (forfait hospitalier, dépassement d'honoraires, absence de soins de proximité...) et une médecine de pauvres que l'hôpital continuera d'accueillir mais dans des conditions de plus en plus insupportables.

Assez de mépris !

Malgré la journée nationale de grève dans les EHPAD du 30 janvier, malgré les grèves qui se multiplient en psychiatrie et dans de nombreux établissements hospitaliers, la ministre n'apporte aucune réponse et traite salarié-e-s et usagers par le mépris.

Quant au Président, il dit publiquement au CHU de Rouen « **faut pas dire de bêtises** » quand une soignante lui déclare qu'il manque du personnel y compris pour les remplacements de vacances !

Si nous laissons faire, la situation va encore s'aggraver. Ainsi, en 2018, les tarifs hospitaliers (le remboursement des soins par la Sécurité sociale) vont encore **baisser** de 1,2% pour les hôpitaux publics. Moins de rentrées financières, c'est encore moins de personnel, plus de fermetures de lits, de services, et l'aggravation de l'endettement des hôpitaux comme à Sarlat !

Des échéances sont en préparation :

Des journées d'actions isolées ne suffiront pas à stopper les projets du gouvernement. C'est par l'unité de tous les secteurs publics, des personnels et des usagers, que nous parviendrons à faire de nos services publics des outils efficaces pour répondre aux besoins nouveaux de notre société qui aspire à davantage d'égalité, de justice sociale et de démocratie.

Des actions sont en préparation nationalement et localement.

En particulier, le 1^{er} mai à Sarlat, une journée revendicative large et unitaire est prévue. Notre association vous appelle à participer à cette journée aux côtés des salariés du secteur public et privé du Sarladais. Nous porterons à cette occasion nos exigences d'un service public de santé, de proximité et de qualité.

Adhérez à l'Association de défense de l'hôpital et de la maternité

Adresse mail : sauvons_hopital_sarlat@wanadoo.fr

Téléphone : 07 81 05 78 14 ou 06 85 31 19 79 ou 06 38 50 48 69

Ne pas jeter sur la voie publique, imprimé par nos soins